

Nos interventions servent la liberté des consciences dans notre société.

Entretien avec Monseigneur Billé, Archevêque de Lyon

propos recueillis par Miloud Lekouara

L'Eglise a pris acte d'une situation nouvelle où elle est devenue minoritaire, dans la société, par rapport à d'autres périodes de son histoire. Dans ce contexte-là, comment imaginez-vous la mutation des institutions du Diocèse ?

Une remarque préalable sur l'emploi du terme minoritaire. Celui-ci est sous-tendu par des critères relevant (telle la participation à la messe du dimanche) de la sociologie religieuse des années 50. Si ces critères ne doivent pas être considérés comme nuls, du moins sont-ils à relativiser. Peut-on mettre en relief certains des paramètres qui commandent les évolutions de l'Eglise catholique et, entre autres, la transformation des institutions ? En voici, en vrac, quelques-uns :

- Lorsque je suis arrivé à Lyon, j'ai rappelé, au moment de la messe des évêques, la distinction évangélique entre ce qui est à César et ce qui est à Dieu et j'ai cité Jean-Paul II disant, devant le Parlement européen, que "cette distinction essentielle entre la sphère de l'aménagement du cadre extérieur de la cité terrestre et celle de l'autonomie des personnes, s'éclaire à partir de la nature respective de la communauté politique à laquelle appartiennent nécessairement tous les citoyens et de la communauté religieuse à laquelle adhèrent librement les croyants". C'est un premier paramètre.

- Un second ? Si l'Eglise catholique n'a pas, dans la société française, l'hégémonie qu'elle a pu avoir à d'autres époques, nous pensons que l'expérience chrétienne n'est pas totalement privatisable et nous entendons bien nous situer clairement dans la société.

- La pluralité des engagements politiques des catholiques est désormais un fait acquis. En 1972, la Conférence des Evêques de France - dont je ne faisais pas partie à l'époque - a affirmé nettement le principe de cette pluralité.

- Autre élément : l'Eglise catholique, tout en reconnaissant la position qui est la sienne - minoritaire, si l'on veut - ne renonce pas à être une Eglise au service de tous, ce qui ne veut pas dire une Eglise dont tous font partie ni une Eglise aux perspectives de laquelle tous adhèrent. Elle entend

bien être au service de l'homme, de sa dignité, de son bonheur, de sa vie, et ceci, sans exclusive. En 1996, à Lourdes, lors de l'assemblée plénière de l'épiscopat, nous avons dit que notre seule revendication est d'être libres d'annoncer l'Evangile et de proposer la foi chrétienne dans la société.

- Par ailleurs, pour donner corps et visibilité sociale aux réalités qu'elle estime importantes, l'Eglise a un certain nombre d'institutions qui prennent place dans la société. C'est le cas des écoles catholiques, de l'Université catholique ou du Secours catholique. L'école catholique est, à la fois par nécessité légale et par dynamique intérieure, ouverte à tous. Dans le respect de la liberté religieuse et de la liberté des consciences, elle propose la foi chrétienne et constitue des communautés chrétiennes en son sein. Le Secours Catholique, qui travaille avec les pouvoirs publics ou les instances municipales, avec d'autres organismes caritatifs ou humanitaires, est au service des plus démunis, de ceux qui sont aux marges de la société.

- Je relève enfin que l'Eglise contribue à la vie de la société par tout ce qu'elle est, y compris par des actes que, de l'extérieur, on pourrait qualifier comme relevant de sa vie interne. Rassembler, comme je l'ai fait l'autre jour dans une célébration préparatoire au baptême, 68 adultes qui ne se connaissent pas, qui viennent de milieux sociaux très différents, mais qui vont se reconnaître, dans la foi chrétienne, comme étant frères les uns des autres, c'est une contribution à la création du lien social. Nous ne prétendons en rien être les seuls créateurs de lien social, mais ce qui relève de la vie de l'Eglise est créateur de lien social. Lorsque je célèbre la messe avec 500 personnes venant de paroisses différentes, je suis, pour ma petite part, acteur du lien social.

D'autres courants religieux notamment juifs, arméniens et bientôt musulmans proposent des écoles confessionnelles avec une pratique très religieuse. Pensez-vous que le rôle de l'école catholique doit être redéfini, en conséquence ?
L'école catholique est une institution à deux faces. D'un côté, elle s'inscrit dans le tissu éducatif de la société française en participant au service public de

l'éducation. D'un autre côté, elle est un élément de la vie de l'Eglise. A condition que les distinctions soient correctement posées, que les distinctions ne soient pas des séparations, je ne crois pas que l'école catholique doive être redéfinie. Il faut, entre autres choses, qu'elle progresse dans la clarté de sa proposition religieuse. Dans une école catholique, il est tout à fait admissible que tous les enfants ne suivent pas la catéchèse, mais cela se passe à l'intérieur d'une école où la proposition de la catéchèse fait partie du projet de l'école. On pourrait dire que dans l'école catholique elle-même, il y a un respect de la laïcité, mais celle-ci ne saurait y jouer le même rôle que dans une école publique.

Autre exemple, est-ce qu'il y a des églises peu utilisées dont vous imaginez un autre usage ?

Les églises sont dans des situations diverses. Du point de vue de la propriété, il y a deux possibilités. Les églises d'avant 1905 sont la propriété des communes ou, pour les cathédrales, de l'État. Les églises construites depuis 1905 sont la propriété de l'Association diocésaine. Les églises sont diverses également par leur implantation, leur fréquentation, leur architecture... Globalement, à Lyon, il n'y a pas lieu d'envisager de désaffectation systématique d'églises. Si un jour il n'y avait plus personne à la messe le dimanche dans telle ou telle église, il faudrait peut-être se poser des questions. Mais je suis prudent sur ce sujet, parce que les édifices religieux ont une très grande portée symbolique dans la population chrétienne et même pour une population plus large qui n'a qu'une relation très lâche avec l'Eglise catholique. Ce n'est pas par hasard si, en 1981, F. Mitterrand avait mis une église de village sur l'affiche de sa campagne électorale. S'il est envisageable, moyennant certaines conditions précises, d'accueillir dans les églises d'autres manifestations que proprement religieuses, autre chose serait de vouloir la désaffectation.

Vous avez fait plusieurs déclarations communes avec les Musulmans et les Juifs, il y a des rapprochements. Est-ce qu'avec sa longue expérience d'Eglise en pays laïc, l'église catholique peut aider d'autres convictions religieuses à trouver leur place ?

Je l'espère. Certes, chacun doit faire sa propre expérience et je ne peux pas me substituer à la communauté musulmane dans un tel domaine. Mais évidemment je souhaite que ce soit bien dans le cadre de la laïcité qu'elle trouve sa place. Vous faisiez allusion à nos prises de parole

communes d'il y a quelques mois. En fait, à Lyon, nous avons eu, au dernier trimestre de l'an 2000, surtout deux types d'interventions, l'une au moment des attaques contre les synagogues, l'autre au moment des vœux. Je pense qu'il ne faut pas exagérer le poids, dans l'opinion, de ces prises de parole. Ceci dit, il est important que, par rapport à une opinion qui, confusément, considère les religions plutôt comme des "fauteurs de guerre", nous essayions au moins d'avoir une parole commune et que nous appelions ensemble à la paix, même si les conflits qui ont lieu ailleurs retentissent chez nous dans des solidarités souvent viscérales qui ne vont évidemment pas se rejoindre. La deuxième déclaration est celle que nous avons faite à la télévision pour offrir nos vœux ensemble. J'ai été heureux que nous puissions faire cela. Notre diversité apparaissait avec évidence : le Grand Mufti, le Grand Rabbin et moi-même n'avons pas prié de la même manière. Mais nous étions là ensemble pour le faire et nous avons fait une déclaration simple, mais à laquelle j'adhère vraiment. On a là un signe d'une véritable évolution. Il est important que l'Eglise catholique, à cause de sa situation historique dans la société française et de sa relative importance par rapport aux autres courants religieux, sache se situer de cette manière.

Plusieurs courants religieux chrétiens comme les Orthodoxes ou les Arméniens, disent ne pas prendre position sur les sujets de société ni s'impliquer dans le dialogue inter-religieux et vous en laissez la responsabilité. En tant que courant majoritaire du christianisme avez-vous pour rôle de faire se rencontrer les différents courants chrétiens et avez-vous le sentiment que vous représentez, au delà du catholicisme, le christianisme ?

Ce que vous dites appelle des nuances. Ce qui est vrai des Orthodoxes ou des Arméniens n'est pas forcément vrai des Protestants. Dans le débat entre chrétiens, l'Eglise catholique doit jouer sa partition d'Eglise majoritaire. Si nous boudions l'œcuménisme, il est évident que cela se sentirait. Mais vivre l'œcuménisme, c'est paradoxalement rechercher une certaine égalité dans le partenariat et savoir dépasser les considérations d'ordre numérique. Il est certain que la communauté orthodoxe intervient très rarement dans un certain nombre de domaines. Il y a deux ans, par exemple, j'ai pris position sur le Pacs ; la communauté orthodoxe ne l'a pas fait. Les Protestants ont pris, eux, une position un peu différente de la nôtre. Un certain rôle moteur existe. A nous de le jouer

sans complexes et avec suffisamment de modestie pour ne pas faire cavalier seul ni écraser les autres. L'un des problèmes de l'œcuménisme est que nous n'avons pas tous la même conception de l'œcuménisme, parce que nous n'avons pas la même conception de l'Eglise. La démarche œcuménique consiste largement à s'interroger ensemble sur la signification même de cette démarche.

Compte tenu de vos expériences dans d'autres régions, avez-vous trouvé en Lyon une ville ouverte au dialogue, à l'humanisme ?

Lorsqu'on arrive à Lyon, on éprouve une double impression : celle de l'existence d'un réel débat public. Celle aussi d'une tradition d'humanisme à laquelle chacun a part à sa manière. Par ailleurs, il y a à Lyon, entre l'Eglise catholique et les pouvoirs publics, à la fois beaucoup d'indépendance mutuelle et une tradition de relations qui me semble bien vécue par tous comme étant au service des Lyonnais et, en élargissant, au service de l'homme.

Sur les différents thèmes d'actualité avez-vous rencontré une disponibilité des acteurs de la vie publique et des institutions identique à celle que vous avez rencontrée ailleurs ?

Une disponibilité des acteurs de la vie publique ? Oui, sûrement. Un exemple : j'ai souvent eu l'occasion de parler de la question des banlieues avec les acteurs de la vie publique et j'ai été frappé, au-delà des clivages partisans relevant de la politique quotidienne, de la manière dont cela les préoccupait et du sérieux avec lequel ils prenaient en compte ce genre de problème.

En tant qu'autorité morale, l'Eglise participe au comité d'éthique et ses avis sont sollicités. Comment vivez-vous cette demande émanant des institutions qui vous invitent à avoir une parole de régulation sur des problèmes et des enjeux de société ?

Je trouve très heureux cet appel à la participation. Il correspond à l'une des manières selon lesquelles l'Eglise peut se situer à l'intérieur d'une démocratie libérale. La participation de l'Eglise est multiforme et n'est pas le seul fait de l'évêque. Partout des catholiques apportent leur pierre. Mais il est vrai que la participation peut avoir un côté plus

institutionnel. L'Université catholique a, par exemple, un Institut d'éthique qui prend part à de nombreux débats. Récemment, pour Biovision, j'ai participé avec le Grand Rabbin Wertenschlag et le Docteur Boubakeur à un dîner débat où nous avons pu dire nos positions à propos des recherches sur l'embryon et le clonage.

Sur ces problèmes de société (je pense à ceux qui touchent le début et la fin de la vie, la naissance, le mariage, la mort, le travail et le partage des biens...), je sens certaines difficultés, propres pour une part à l'Eglise catholique. Nous avons sur ces sujets des positions qui vont un peu à contre-courant de l'ensemble de la société et je crois que cela n'arrange pas beaucoup notre image. Mais je suis surtout soucieux de ce que je crois être la vérité, même si aujourd'hui on ne peut se désintéresser totalement de son image. Cela peut paraître prétentieux, mais à propos de ces sujets, sur lesquels s'établit peu à peu une sorte "d'unanimité", nos interventions servent la liberté des consciences dans notre société. On ne doit donc pas renoncer à parler, mais il faut trouver la manière de le faire. Pour cela, il faut d'une part reconnaître le lieu d'où on parle, et d'autre part, pouvoir argumenter à partir de données anthropologiques plus larges que les éléments proprement religieux.

Il ne s'agit pas seulement d'énoncer une parole d'Eglise donc, mais de se situer dans une langue où toute la société puisse se reconnaître ?

Il y a, ici, quelque chose de difficile. Parfois on nous dit : "Parlez si vous voulez, mais parlez pour les vôtres". Si on va au bout de cette logique-là, cela veut dire qu'on accepte de devenir une secte. Nous sommes alors entre nous. C'est momentanément confortable, mais on en meurt et on ne rend service à personne. Il est des sujets sur lesquels je ne peux pas me contenter de parler "pour mes ouailles". Par exemple, si l'euthanasie n'est pas bonne pour les catholiques, je ne vois pas au nom de quoi elle pourrait être bonne pour les autres. Mais cela suppose que je puisse parler d'une manière qui ne s'adresse pas seulement aux catholiques en sachant, bien sûr, que certains refuseront notre position.